Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 64 (1976)

Heft: 5

Rubrik: Page internationale

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Page internationale

Evolution de la femme africaine

Femmes Tsouga, au Transvaal.

Des hommes et des femmes ont conclu, au terme de l'Année de la Femme, « qu'on en avait bien trop parlé ». Passons. 1975 aura au moins eu le mérite de mettre en lumière quelques problèmes capitaux comme l'inalphabétisation de certains peuples dont les femmes font les frais, pour n'en citer qu'un.

Constat de carences d'une part, sensibilisation des pays développés d'autre part. Information et sensibilisation devraient conduire à la solidarité, à l'action, mais c'est une autre histoire. Nous nous arrêterons, pour l'heure, à un témoignage.

L'Afrique en marche

Envoyée par le Département missionnaire des Eglises de Suisse romande, Mme Vérène Biber, pasteur de la paroisse allemande de Moutier, a séjourné durant cinq semaines au Mozambique, en République d'Afrique du Sud et au Lesotho.

Elle en a rapporté des observations et des impressions de la vie sociale, politique et économique, recueillies lors de ses contacts avec les indigènes et diverses organisations.

A grands traits, rappelons la situation politique des trois pays. La République d'Afrique du Sud est régie par l'apartheid : les Blancs et les Noirs vivent séparément. Les Blancs minoritaires font la loi. Le Lesotho jouit de l'indépendance depuis 1965 mais il reste complètement tributaire de la République sud-africaine pour son développement économique.

Le Mozambique, indépendant depuis le 25 juin 1975, se trouve au bord de la ruine financière, laissé dans cet état par les Portugais. Les problèmes nombreux, divers et de toute espèce agitent constamment ces vastes régions, si bien qu'une tension quotidienne se manifeste et la violence est toujours à craindre.

Le rôle des femmes

Parmi la population noire d'Afrique du Sud comme au Lesotho et au Mozambique, on découvre qu'il est aussi important de former les femmes que les hommes pour un développement harmonieux de l'ensemble du pays. Il y a eu autrefois des sociétés africaines dans lesquelles la femme a joui d'une place prépondérante. La colonisation a renversé ces anciens statuts, bâtissant une société masculine, selon les schèmes européens. Ces derniers ne tiennent pas non plus : en quelque sorte, on repart à zéro en fonction des besoins.

Les besoins ? Inutile de les chercher dans les traités de métaphysique ! Ils sont tout simplement matériels. Le devenir d'un peuple dépend de sa santé, il faut donc instruire les femmes. La scolarisation est poussée (70 à 80 % de la population au Lesotho) et la prévention médicale est remise à la responsabilité des femmes.

Par nécessité toujours, les femmes sont formées pour l'agriculture, le petit commerce, l'enseignement. Elles s'occupent activement de ces divers secteurs pendant que les hommes travaillent ailleurs, surtout dans les mines.

Enfin, on trouve dans le programme gouvernemental du Mozambique, le souci d'émancipation de la femme. Il faut lui apprendre à lire, à écrire, l'informer sur tout ce qui se passe.

Les groupes d'émulation politique villageois incluent les femmes à leur travail. D'ailleurs, l'exploitation des champs communs ne saurait aboutir sans la participation féminine.

Contrairement à l'optique des colons qui avaient compté exclusivement avec la main-d'œuvre masculine, ces pays en voie de développement misent sur la collaboration des femmes.

Rôle important, souvent très dur, appris à l'école et sur le tas en se coltinant aux problèmes économiques, géographiques, politiques, sociaux. L'observateur doit reconnaître l'effort de ces gens et leur formidable volonté.

Au Lesotho : le sigle de l'Année de la Femme

Au Lesotho, sur un rocher dominant la ville où se trouvait Mme Biber, le sigle de l'Année de la Femme avait été soigneusement peint. Les femmes de l'endroit ne manquèrent pas de le faire remarquer à leur visiteuse : « Voyez, Madame, c'est l'Année de la Femme ! »

Elles étaient fières ; c'était plus qu'un symbole. Elles ont pris conscience de l'importance de leur formation et ce sigle représentait pour elles un trait d'union avec le monde. Assurance et réconfort d'être comme les autres et puis ce sentiment de n'être plus isolées et incultes, c'est important! (Qui osera encore prétendre qu'on a trop parlé de 1975 au féminin ? N.d.l.R.)

Contingences matérielles et développement économique, malnutrition et santé, alphabétisation et formation professionnelle, intégration de la femme, voilà un rapide bilan. Il n'inclut toutefois pas le développement humain global.

Eh bien, ventres pleins n'empêchent pas de penser... A Nairobi, l'assemblée du Conseil œcuménique a soulevé la question féminine. La discussion était menée par des femmes du tiers monde dont une femme juge au Ghana.

Arrivent les problèmes de l'identité de la personne, ceux du couple, ceux de la sexualité (très bizarres), on redécouvre la relation de personne à personne, on est en quête de liens humains détruits par la colonisation.

Afrique en marche, oui. Et pour reprendre le titre d'un ouvrage célèbre, elle ne vient pas les mains vides. Mais que d'efforts restent à fournir !

A.-M. Steullet.

Chance européenne des femmes

Un colloque sur **« les femmes et la Communauté Européenne »** organisé les 12 et 13 mars à Bruxelles par la CEE, a réuni quelque 120 personnalités féminines des Neuf : une « Europe féminine », politiquement dosée et classique, groupant parlementaires (en très petit nombre) membres du Parlement européen et du Comité Economique et social, fonctionnaires, syndicalistes, journalistes, dirigeantes d'associations, « leaders » d'opinion de la promotion féminine. Elles ont regretté cette « ségrégation » et souhaité, pour les futures rencontres mises au programme de la CEE, la présence des hommes, des jeunes et que ne soient pas oubliées les « marginales » de la société.

Le colloque avait pour objectif de faire connaître et discuter le volumineux rapport « Femmes et Hommes d'Europe » (1) du plus important sondage entrepris sur le sujet, en vue de mieux cerner hypothèses et actions d'une politique européenne de la condition féminine et de faire avancer, notamment, la reconnaissance de la valeur sociale de la maternité (2).

Contribution de la CEE à l'Année internationale de la Femme, 9500 hommes et femmes de 15 ans et au-delà ont été interrogés oralement en mai 1975 chez les Neuf, selon un échantillonnage socio-économique complet et fidèle, sur leurs attitudes comparées à l'égard de quelques problèmes de Société que la CEE a mission de connaître et faire évoluer.

✳

Le sondage tente, en cinquante questions, d'analyser l'importance attachée à la place de la femme comparée à celle de l'homme dans la vie sociale, la perception et l'évaluation du changement concernant la condition féminine, le jugement porté sur les chances respectives des femmes et des hommes, sur l'atténuation de ces différences, les attitudes sur le travail et la hiérarchisation des réformes visant à faciliter le travail professionnel des femmes, celles qui concernent la politique et les diverses formes de participation sociale, la CEE et l'unification européenne, les sentiments de satisfaction et de bonheur selon leurs niveaux et leurs composantes.

Les participantes ont reconnu l'ampleur du travail réalisé, tout en critiquant sa méthodologie mêlant l'objectif et le subjectif et laissant passer pas mal de réalités par les mailles du filet. Mais n'est-ce pas le fait de tout sondage ?

Celui-ci a l'originalité de comporter une partie axée sur la notion de « changement » : elle classe les Européens en « militants du changement », « opposants », « indifférents », « modérés » et « adaptés » au changement, ces derniers se jugeant aussi parmi les « heureux de leur sort ». Concernant l'ensemble de la condition féminine, on noterait 34 % de militants, 18 % d'opposants, 8 % d'indifférents. Tout dépend donc de l'évolution des modérés, adaptés...

Au bout du compte, la CE espère constituer une « banque de données sociales», dont l'observation et l'enrichissement, répétés dans le temps et l'espace contribueraient à l'Histoire dynamique de la construction européenne.

✳

Qui dit Europe à unir dit changement. La condition féminine a d'emblée été placée au cœur du problème par l'article 119 du Traité de Rome proclamant la notion **« A travail égal, salaire égal »**. Elle vient de se nuancer par une directive de février 1975 introduisant celle de **« valeur égale »** et de perdre de son ambiguité par une autre directive de la CE, de décembre 1975, sur **« l'égalité des chances »** à promouvoir. Cela signifie l'effort à porter sur l'éducation mixte, la formation professionnelle sans discriminations, l'accès à la profession et à la carrière, la lutte contre les injustices en matière de sécurité sociale (chômage, pension, droit au travail, etc.). Un groupe de travail vient d'être mis en place par la CE pour débusquer les discriminations en matière de sécurité sociale. Le Fonds social va soutenir la formation professionnelle féminine. Un film est en voie de tournage sur les problèmes de l'égalité de la femme et de l'homme dans le travail. Il vise à modifier l'opinion (employeurs et public). C'est en effet ce point du travail professionnel de la femme qui sépare vraiment hommes et femmes, dont le sondage ne révèle pas, ailleurs, de grandes diversités d'opinion aux mêmes âges et conditions socio-économiques.

✳

Les interventions des participantes n'ont pas appris grand chose de neuf. Elles ont rejoint les souhaits de MM. Scarascia Mugnozza et Hillery, vice-présidents de la Commission de la CEE et de M. J.-R. Rabier, rédacteur du rapport, conseiller de la CE — seuls hommes présents — de voir la participation féminine à la vie sociale, économique, politique à tous les postes de responsabilité et de décision (structures de la CEE y comprises !) dépasser ces fameux 10 % jugés « satisfaisants », voire culminants... quand on les atteint...

La dernière chance des femmes de marquer une Europe dont le visage est absolument masculin sera peut-être le futur Parlement Européen à naître en 1978, d'élections que l'on souhaite, chez les « Européens » de Bruxelles, au suffrage universel direct. Si les femmes n'y sont pas élues en proportions équitables, que peuvent-elles espérer d'une Europe qu'elles veulent vraiment sociale, humaine et démocratique ?

Comme l'a dit un sénateur belge, Mme Cécile Goor : « L'Europe doit se conjuguer au masculin-féminin-pluriel. » Au programme de la CE et des femmes, d'autres colloques sur des sujets plus précis et sur des faits plutôt que des sentiments sont prévus. Une campagne, à partir de centres nationaux et régionaux, à consacrer à la condition féminine et la liaison avec Bruxelles, sensibilisera la préparation et l'élection au suffrage universel du Parlement Européen.

Mais quelle Europe, et pour quoi faire ? Qu'on soit homme ou femme, ces deux questions sous-tendent toutes les autres.

M.-L. Bernard-Vérant.

1) A la CEE, rue de la Loi 200 - B, 1040 Bruxelles.
2) Voir aussi le tout récent « Rapport Evans » de la section des Affaires sociales et sa discussion par le Comité Economique et Social de la CEE sur « La situation économique et sociale de la Femme dans la Communauté Européenne ». Même adresse.

Tour d'horizon

URSS

Les femmes, qui forment le quart du Parti, sont mal représentées dans les organes dirigeants : 23 (4,5 %) siègent dans les organes centraux ; il y a seulement 8 membres féminins de plein droit sur 287, et aucune au Politburo (NZZ, 30.III.76)

Indes

Le système de la dot a été légalement interdit en 1961, mais il persiste : à la Nouvelle Dehli seulement, 89 femmes se sont suicidées en 1975 parce qu'elles ne pouvaient supporter les persécutions dont elles étaient l'objet de la part de leur mari et de leur belle-famille, qui voulaient obtenir un supplément à la dot initiale. (Time Magazine, 22.III.76)

Nations Unies

La mise en œuvre du Plan d'action de Mexico a débuté ; un groupe d'experts a posé les bases de l'organisation de l'Institut international de recherche et de formation. Son but sera de promouvoir la participation des femmes, sur pied d'égalité avec les hommes, au développement économique, social et politique de la société et de la communauté mondiale. Il servira de centre de rassemblement et de diffusion de données sur la situation des femmes. Son activité sera centrée sur les femmes des pays en voie de développement.

Lors d'une réunion organisée le 8 mars à l'occasion de la Journée de la femme, le Secrétaire général, M. Waldheim a exposé les efforts faits non seulement pour augmenter le nombre des femmes au secrétariat, mais aussi pour leur donner un statut correspondant à leurs aptitudes. Les femmes qualifiées des services généraux seront encouragées à poser leur candidature à des postes professionnels.
(Revue de la semaine, 27.II et 12.III 76)

Etats-Unis

Ellen McCormack a obtenu 4 % des voix aux élections primaires du Massachusets et 9 % à celles du Vermont. Elle ne semble pas avoir participé aux élections suivantes.

Turquie

Un **cartoon** publié à la fin de l'Année Internationale de la Femme montrait un paysan anatolien ramenant tout courant une jeune fille dans ses bras et disant à sa femme : « Tu te plains d'avoir trop de travail, je t'amène une aide ». Le cas est encore fréquent : ces secondes épouses, que la loi islamique autorise, mais non pas l'Etat, se reconnaissent aux pièces d'or qu'elles portent au cou ou aux bras, qui sont le prix de leur achat ; leurs enfants seront les valets ou les bergers de la ferme.

Les associations féminines sont actives. Elles sont en passe de former un parti pour la défense des intérêts féminins. Elles tentent de faire revivre les réformes lancées par Atatürk et depuis longtemps mises en veilleuse. Elles cherchent à utiliser la TV pour reprendre le rôle autrefois rempli par les maisons du peuple dans l'éducation des femmes.
(NZZ 5.III.76)

Danemark

Peut-on imaginer le Chancelier Helmut Schmidt ou le conseiller fédéral Graber, par exemple, jouant le rôle d'une mère célibataire de 16 ans ou celui d'une « ménagère opprimée » ? C'est pensable au Danemark, où déjà les attitudes traditionnelles sur la répartition des rôles entre les sexes ont beaucoup évolué. Le groupe féminin « Liberté, égalité, solidarité entre les sexes » a organisé des séances de jeux de rôle destinées à « éclairer » des hommes aux responsabilités. A partir d'un texte préparé par une psychologue, le premier ministre Jörgensen a dû se mettre dans la peau d'une fille de 16 ans réclamant la pilule à sa mère, en l'occurrence un ancien ministre de la défense, tandis que la femme ministre de l'éducation jouait un jeune mari « chauviniste » confronté par sa femme, un vice-président de l'Union des syndicats danois, qui ne voulait pas faire le souper pour pouvoir aller à une réunion syndicale. Il semble que les participants à cette expérience soient rentrés fatigués chez eux.

SUISSE

Une première à Zurich

Le 12 mars 1976, lors du changement de rectorat, l'Université de Zurich a nommé deux femmes doyens de faculté : le prof. dr Heidi Schelbert-Syfrig à la faculté de médecine, le prof. dr Verena Meyer, doyen de la faculté de philosophie II. « Femmes Suisses » leur adresse ses plus vives félicitations.

P. Bugnion-Secrétan

JAPON

Fusse Ichikawa, 82 ans, la Simone de Beauvoir japonaise, a fondé « l'Association pour que l'Année de la Femme produise des résultats ».

A bon entendeur...

Lakhsmi Mazumdar
NATIONAL COMMISSIONER
BHARAT SCOUTS & GUIDES

Office:
16, Ring Road,
Indraprastha Estate,
New Delhi-110001
Phone : 271544

Residence :
S-15, Panchshila Park,
New Delhi-110017
Phone : 77876

Cette carte de visite a l'air banale, mais regardez de plus près : Lakhsmi Mazumdar est une femme, elle est commissaire nationale en Inde des éclaireurs **et** des éclaireuses. Je ne crois pas que l'on puisse envisager en Suisse, pays éclairé, des éclaireurs avec à leur tête une commissaire.

Petit triomphe pour les femmes d'Asie.